

Société

QUELS ESPACES ET ACTEURS DE RÉCONCILIATION DANS UNE SOCIÉTÉ POLARISÉE ET FRACTURÉE ?

Noé Girardot-Champsaur, Samuel Jequier

08/07/2025

Dans un contexte national marqué par l'intensification des clivages, Noé Girardot-Champsaur et Samuel Jequier décryptent les résultats d'une étude de l'Institut Bona fide, réalisée en partenariat avec France Télévisions, sur les dynamiques de réconciliation dans une société française de plus en plus polarisée. Ce baromètre de la réconciliation permet ainsi d'identifier les espaces et acteurs qui, aujourd'hui, demeurent porteurs de lien social. Il dessine ainsi les contours d'une France certes divisée mais qui voit dans le local les bases à partir desquelles retrouver un horizon commun.

Méthodologie de l'étude

Étude réalisée en ligne par l'Institut Bona fide pour France Télévisions auprès d'un échantillon de 1500 personnes, représentatif de la population française de 18 ans et plus. Ces personnes ont été interrogées en ligne du 22 au 27 janvier 2025 (questionnaire auto-administré). La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas : sexe, âge, profession de la personne interrogée, après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Les fractures françaises sont depuis de nombreuses années largement documentées, analysées et disséquées. Des livres de Christophe Guilluy¹ à ceux de Jérôme Fourquet², de la publication annuelle du baromètre des **Fractures françaises** d'Ipsos³ aux études du Cevipof : la littérature, la documentation et les données sont abondantes pour décrire les divisions qui s'enracinent dans le pays d'un territoire à l'autre, d'un groupe social à l'autre, d'une classe économique à l'autre, d'une appartenance politique à l'autre. France d'en bas contre France d'en haut, « anywheres » mondialisés contre « somewheres » enracinés, ou assignés à résidence, pour reprendre les concepts de l'essayiste britannique David Goodhart⁴, jeunes contre *boomers*, bobos métropolitains

contre périurbains, gouvernés contre gouvernants, etc. Peu importe les termes, les constats sont les mêmes, ceux d'une nation qui se fragmente et d'une République qui se fissure.

Fort de ce savoir, le baromètre de la réconciliation, réalisé pour France Télévisions par l'Institut Bona fide auprès d'un échantillon représentatif de 1500 personnes âgées de 18 ans et plus, présente **une double originalité** : d'une part, **il hiérarchise pour la première fois les différentes divisions entre groupes sociaux** dans les représentations des Français, des plus réconciliables aux plus irréductibles ; d'autre part, il s'attache **à dessiner des espaces et acteurs de la réconciliation dans une société divisée, et à identifier des axes majoritaires dans l'opinion**, dans un système médiatique et politique polarisé. Il révèle trois enseignements majeurs :

- **la fracture élites/peuple est aujourd'hui perçue comme la plus grave**, et le politique « national » comme le premier acteur d'empêchement de l'unité ;
- alors que l'espace national et ses acteurs apparaissent divisant et diviseurs, **le seul espace de réconciliation se construit autour du local**, d'une sociabilité proche, de partage de micro-événements du quotidien et d'acteurs de proximité ;
- **les électorats sont beaucoup moins polarisés que ne le sont les appareils politiques et les débats militants**, dégagant des formes de consensus d'opinion sur une dizaine de mesures, à l'écart des polarisations. Il y a ainsi **une forme de large « majorité silencieuse » qui se retrouve à la fois sur une demande de justice sociale et de plus grande fermeté** en matière de sécurité. À titre d'exemple, une large majorité de sympathisants de gauche approuvent des mesures sécuritaires quand une large majorité de sympathisants de droite et du centre sont favorables au rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) ou à l'augmentation du Smic de plus de 10%.

Fractures de classe et classe de fractures

Le faire-nation s'effrite sous les fractures françaises : 62% des Français considèrent ainsi qu'« au niveau national, ce qui divise les Français est plus fort que ce qui les rassemble ». **Le sentiment d'une nation divisée est majoritaire dans toutes les catégories d'âge, dans toutes les classes sociales et dans tous les électorats**. Il est cependant bien plus marqué auprès des seniors (68%) que des jeunes (52%). Pour la première fois, ce baromètre ne se contente pas de lister les fractures, mais les hiérarchise. Et donne ainsi à voir un diagnostic clair de l'opinion : **les différends politiques (accentués par les réseaux sociaux), les inégalités sociales, les différences d'origine et la religion apparaissent comme les éléments les plus créateurs de divisions, à l'inverse des différences liées à l'âge, au genre ou aux territoires, qui paraissent moins profondes et plus facilement surmontables**.

- Plus de sept Français sur dix considèrent ainsi que les rapports entre les gens de droite et de gauche (81%), les rapports entre les gens sur les réseaux sociaux (76%), les rapports entre les gens aisés et moins aisés (76%), les rapports entre les gens d'origine différente (74%) et les rapports entre ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas (70%) « créent des divisions importantes dans notre société ». L'opinion fait le constat des fractures, mais est paradoxalement unie dans ses constats : cette hiérarchisation des divisions est partagée dans toutes les catégories d'âge, dans toutes les classes sociales et dans tous les électors.
- Une majorité absolue (56%) estime également que les « rapports entre les croyants et les non-croyants créent des divisions importantes dans notre société ».
- À l'opposé, une majorité absolue de Français juge que les rapports entre habitants des villes et des campagnes (55%), les rapports entre les hommes et les femmes (58%), les rapports entre les jeunes et les vieux (61%) ne créent pas de divisions importantes dans le pays.

Cette hiérarchie des fractures est corroborée par notre « indicateur d'irréconciliabilité ». **Trois groupes sociaux apparaissent aujourd'hui « irréconciliables » à une majorité absolue de Français, les élites et le peuple (70%), les gens de droite et les gens de gauche (64%) et les classes supérieures et les classes populaires (58%).** À l'inverse, moins d'un tiers des Français jugent que les hommes et les femmes, les jeunes et les vieux, les classes moyennes et les classes populaires, les habitants des grandes villes et des zones rurales, les habitants des grandes villes et des banlieues sont des groupes sociaux irréconciliables.

Que retenir de cette hiérarchie ? Le pays apparaît divisé, mais l'opinion partage pour autant un diagnostic partagé et unanime : les fractures démocratique, politique et sociale sont jugées bien plus graves que les fractures territoriales, de génération ou de genre. La question sociale de lutte des classes demeure ; la question politique et démocratique prend sans doute aujourd'hui une importance et une acuité inédites. Il y a ainsi des réconciliations possibles et d'autres qui paraissent plus difficiles...

Tableau 1. La hiérarchie des irréconciliabilités françaises

Les groupes suivants vous paraissent-ils plutôt réconciliables ou plutôt irréconciliables ?

Groupes sociaux	% de Français les jugeant « irréconciliables »
Les élites et le peuple	70 %

Les gens de droite et gens de gauche	64 %
Les classes populaires et les classes supérieures	58 %
Les militants et les non-militants	45 %
Les croyants et les non-croyants	35 %
Les habitants des grandes villes et ceux des banlieues	33 %
Les habitants des grandes villes et des zones rurales	27 %
Les classes populaires et les classes moyennes	23 %
Les jeunes et les seniors	15 %
Les hommes et les femmes	11%

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Le politique, en tête des acteurs qui divisent les Français

De manière générique, tous les acteurs de l'espace public national apparaissent comme diviseurs aux yeux des Français, avec, dans un contexte de défiance record, le politique en tête de la hiérarchie :

- trois quarts ou plus des Français considèrent que les partis politiques (82%), le président de la République (76%) et le gouvernement (75%) « ont tendance à diviser les Français » ;
- deux tiers font un constat similaire pour les réseaux sociaux (68%), les religions (67%) et les

médias (66%) ;

- avec « seulement » 50% de Français considérant qu'ils ont plutôt tendance à diviser, les syndicats de salariés sont l'acteur national le moins mal jugé sur ce critère du rassemblement, et font mieux que les syndicats patronaux (59%).

Revue nominative des principaux acteurs de la division... ou de la réconciliation

Aucun parti politique n'apparaît rassembleur à plus d'un Français sur cinq

Quel que soit le parti politique testé, il est considéré par une majorité absolue de Français comme ayant tendance à diviser. **Le pourcentage de Français jugeant un parti « rassembleur » oscille ainsi dans une courte fourchette de 10%, pour La France insoumise (LFI) et Reconquête! qui ferment la marche, à 20%, pour les Écologistes**, juste devant le Rassemblement national (RN) (19%). On relèvera qu'une minorité conséquente de sympathisants RN (41%) et LFI (36%) considèrent que leur propre parti a tendance à diviser les Français.

Les réseaux sociaux, le proche contre le militant

Les Français font des distinctions claires entre les différents réseaux sociaux. **Il y a ceux qui polarisent, X et TikTok**, jugés diviseurs par une majorité de Français, respectivement 60% et 51%, et à un degré moindre Facebook (42% le jugent « diviseur », 26% « rassembleur » et 32% « ni l'un ni l'autre »). **Il y a ceux qui rapprochent, WhatsApp** (42% le jugent « rassembleur », 20% « diviseur » et 38% « ni l'un ni l'autre ») **et YouTube** (37% le jugent « rassembleur », 24% « diviseur » et 39% « ni l'un ni l'autre »). Instagram, enfin, apparaît « rassembleur » à 26%, « diviseur » à 35%, 39% estimant que ce réseau n'est « ni l'un ni l'autre ».

Les religions ou la polarisation liée à « l'importation » du conflit à Gaza

Aucune religion n'apparaît rassembleuse à une majorité de Français, et c'est l'athéisme qui est vu comme le moins porteur de divisions. À l'opposé, l'islam et le judaïsme sont considérés par les Français comme suscitant le plus de divisions. Si cette perception d'opinion est mesurée depuis des années dans toutes les enquêtes d'opinion pour l'islam et est donc sans surprise, elle est nouvelle et inédite à ce niveau pour le judaïsme – effet, à l'évidence, d'une forme d'importation du conflit à Gaza dans le débat public national. Dans le détail :

- 75% des Français jugent que l'islam a tendance à diviser les Français, 8% estimant qu'il a au contraire plutôt tendance à les rassembler, 18% qu'il ne fait « ni l'un ni l'autre » ;

- 53% considèrent que le judaïsme a tendance à diviser les Français, 10% le trouvant rassembleur et 37% « ni l'un ni l'autre » ;
- 36% jugent le catholicisme diviseur, 25% rassembleur, 39% estimant qu'il n'est « ni l'un ni l'autre » ;
- 33% jugent le protestantisme diviseur, 15% rassembleur, 53% estimant qu'il n'est « ni l'un ni l'autre » ;
- enfin, 24% jugent l'athéisme rassembleur, 22% diviseur, 54% « ni l'un ni l'autre ».

Médias et entreprises : le public et la proximité, facteurs de rassemblement

La hiérarchie des médias et entreprises jugés les plus rassembleurs fait la part belle au « public » et à la proximité. **Ce sont les médias, généralistes, particulièrement télévisuels, et avec une forte dimension de proximité qui contribuent le plus pour les Français au rassemblement. France Télévisions, avec 40% de citations, se classe en tête de la hiérarchie devant TF1 (31%), la presse quotidienne régionale (PQR) (26%) et M6 (24%).** La télévision historique reste donc vue par les Français comme le média le plus rassembleur. Les radios, les chaînes d'information et la presse quotidienne nationale (PQN) jouent à l'inverse pour les Français un moindre rôle de rassemblement.

Du côté des entreprises, ce sont celles de proximité et du quotidien qui paraissent le plus contribuer au rassemblement. Avec 29% de citations, La Poste arrive en tête des entreprises qui contribuent au rassemblement, devant E.Leclerc (26%), Decathlon (24%), Doctolib (23%), la SNCF (19%), Intermarché et EDF, à égalité à 16%. Les banques, assurances et entreprises du luxe sont en bas du classement.

Le local, seul espace possible de réconciliation aujourd'hui

Dans ce contexte d'espace national perçu comme divisé par le politique et les réseaux sociaux, fracturé par la question démocratique, sociale et identitaire, le local et ses principaux acteurs se constituent en seul espace de réconciliation possible. Strict inverse du rapport d'opinion mesuré au nouveau national, 61% des Français jugent ainsi qu'« au niveau de leur ville ou village, ce qui les rassemble est plus fort que ce qui les divise ». Les habitants des zones rurales (71%) sont les plus convaincus de cette unité au niveau local.

Ce sentiment d'unité locale contre la division nationale se construit d'abord dans les sociabilités proches : plus de sept Français sur dix jugent qu'autour d'eux, au sein de leur famille ou amis, les « gens sont unis » quand 78% ont à l'inverse le sentiment que les gens sont divisés dans l'espace public. Au sein de cette sociabilité de proximité, **le travail demeure un univers conflictuel**, vu par

50% des Français comme un lieu d'unité et par les 50% autres comme un lieu de divisions. Avec une forme de lutte des classes qui perdure : 64% des cadres voient le travail comme un lieu où les gens sont unis alors que 55% des ouvriers le perçoivent comme un lieu où les gens sont divisés.

Ce sentiment d'unité se nourrit ensuite des moments et événements partagés au niveau local.

Interrogés sur les événements qui les rapprochent, les Français citent ainsi plus largement les micro-événements locaux (privés ou publics) que les grands moments d'émotion collective nationale. Dans le détail, avec 58% de citations, **Noël arrive en tête des événements et moments qui « rapprochent les gens », devant les fêtes de village (48%), la participation à des festivals de musique (43%), les Jeux olympiques de Paris 2024 (43%), le jour de l'an (43%), la fête de la musique (40%), les kermesses d'école (38%)** et la dernière finale de Coupe du monde de l'équipe de France masculine (35%). La fête nationale du 14 juillet, le 1^{er} mai ou encore les moments électoraux arrivent bien après.

Le macro divise, le micro rassemble. En conséquence, **les seuls acteurs de réconciliation possibles sont les acteurs locaux.** Dans le classement des acteurs qui rassemblent les Français, les quatre premiers sont ainsi des acteurs locaux : **les associations et clubs sportifs (63%), les petites et moyennes entreprises (PME) (37%** les jugent rassembleuses, 20% diviseuses et 43% ni l'un ni l'autre), **les élus locaux (36%** les jugent rassembleurs, 33% diviseurs et 31% ni l'un ni l'autre) et **les services publics (35%** les jugent rassembleurs, 35% diviseurs, et 31% ni l'un ni l'autre).

Tableau 2. Les acteurs de la réconciliation sont locaux

Pour les acteurs suivants, diriez-vous qu'ils ont plutôt tendance à rassembler ou à diviser les Français ?

	Plutôt tendance à rassembler	Plutôt tendance à diviser	Ni l'un ni l'autre
Les associations, les clubs sportifs	66 %	15 %	19 %
Les PME	37 %	20 %	43 %
Les élus locaux	36 %	33 %	31 %
Les services publics	35 %	35 %	31 %

Les syndicats de salariés	26 %	50 %	24 %
Les grandes entreprises	20 %	42 %	38 %
L'Union européenne	18 %	59 %	23 %
Les réseaux sociaux	13 %	68 %	19 %
Les syndicats patronaux	12 %	59 %	30 %
Les médias	11 %	66 %	23 %
Les religions	11 %	67 %	22 %
L'Assemblée nationale	11 %	69 %	20 %
Le gouvernement	10 %	75 %	15 %
Le président de la République	10 %	76 %	15 %
Les partis politiques	8 %	82 %	11 %

Une envie de « refaire nation » qui demeure, autour de mots usés mais qu'on voudrait voir revivre

Il y a des mots qui blessent et d'autres qui réconfortent. Il y a des mots qui divisent et des mots qui rassemblent. Ceux qui sont jugés rassembleurs par les Français sont **« solidarité », « liberté », « fraternité », « démocratie », « France », « égalité », « nation », « République »**. Même si ces mots peuvent être usés, même si le pays apparaît fracturé, se lisent dans cette connotation positive l'envie, la demande de (re)faire nation et l'attente de redonner sens à la devise républicaine. De fait, 89% des Français jugent que la réconciliation du pays est aujourd'hui un enjeu important. À l'opposé, ceux qui sont jugés diviseurs renvoient au politique et aux polémiques incessantes du débat public : **« immigration », « ordre », « écologie », « droite », « gauche », « religion », «**

extrême gauche », « wokisme ». « Immigration » se classe comme le mot le plus diviseur, devant « extrême gauche », « argent » et « extrême droite ». Un bon résumé en creux des fractures françaises !

Tableau 3. De République à nation, les mots de la réconciliation

Pour chacun des mots suivants, pourriez-vous dire s'il représente une valeur ou un concept qui rassemble les Français ou qui les divise ?

% Ensemble	Rassemble plutôt les Français	Divise plutôt les Français	Ni l'un ni l'autre
Solidarité	56 %	26 %	18 %
Liberté	56 %	27 %	17 %
Fraternité	53 %	25 %	23 %
Démocratie	50 %	26 %	25 %
France	45 %	27 %	28 %
Égalité	45 %	37 %	18 %
Nation	43 %	29 %	28 %
République	43 %	31 %	26 %
Sécurité	37 %	48 %	15 %
Services publics	35 %	43 %	23 %
Ordre	32 %	47 %	21 %
Consommation	30 %	42 %	28 %
Écologie	25 %	52 %	23 %

Propriété	24 %	47 %	29 %
Centre	19 %	34 %	47 %
Nationalisme	18 %	57 %	24 %
Droite	15 %	54 %	31 %
Gauche	15 %	58 %	27 %
Extrême droite	13 %	72 %	15 %
Argent	12 %	75 %	13 %
Activisme	10 %	58 %	33 %
Religion	10 %	67 %	23 %
Immigration	9 %	81 %	9 %
Extrême gauche	7 %	77 %	16 %
Wokisme	6 %	56 %	37 %

Polarisation des partis, consensus des électeurs ?

Il demeure évidemment des clivages dans l'opinion publique : 84 % des électeurs de gauche sont favorables à l'abaissement de l'âge légal de la retraite quand 61 % des électeurs Renaissance y sont opposés ; 56 % des sympathisants de gauche sont hostiles à la réduction de l'immigration légale quand 94 % des sympathisants RN y sont favorables, ou encore 85 % des électeurs de gauche souhaitent la semaine de quatre jours quand 58 % des électeurs de droite s'y opposent.

Pour autant, **l'opinion est bien moins polarisée que le débat, les positions et les affrontements**

politiques. En témoigne le tableau ci-dessous et la dizaine de mesures, dont certaines très polémiques dans le débat public, qui suscitent une large adhésion dépassant la majorité absolue dans tous les électorats, de la gauche au RN. Il y a des sujets rassembleurs, des axes majoritaires dans l'opinion et dans tous les électorats, qui se structurent autour **d'une demande de justice sociale** et de mise à contribution des plus fortunés, et d'un **souhait de renforcement sécuritaire**.

Se dessinent ainsi parfois **des électorats en décalage par rapport à la ligne de leurs partis** : 67% des sympathisants Renaissance sont ainsi favorables au rétablissement de l'ISF, 76% des électeurs de gauche (et 68% de ceux de LFI) approuvent la proposition d'expulser tous les étrangers fichés S, 71% des électeurs de droite sont favorables à l'idée de limiter les écarts de salaires dans les entreprises de 1 à 10 dans les PME et de 1 à 20 dans les grandes, et 56% des électeurs écologistes sont opposés à l'interdiction des voitures à moteur thermique dans les centres des grandes villes.

En résumé, le clivage peuple/élite se substitue, et l'emporte même, sur un certain nombre d'enjeux, sur le clivage partisan gauche-droite. Ce schéma de perception crée alors des axes majoritaires dans l'opinion, transcendant les électorats, et créant une demande sociale à laquelle aujourd'hui le politique ne répond pas, ou très mal.

Tableau 4. Les axes majoritaires dans tous les électorats

Êtes-vous favorable ou opposé à chacune des mesures suivantes ?

% favorables	Ensemble des Français	Sympathisants Gauche	Sympathisants Renaissance	Sympathisants Droite	Sympathisants Extrême droite	Sans préférence partisane
La remise en place des peines planchers	87 %	80 %	93 %	95 %	92 %	87 %
L'expulsion de tous les étrangers fichés S	86 %	76 %	96 %	95 %	94 %	83 %
Le développement des énergies renouvelables (ENR)	86 %	92 %	91 %	88 %	76 %	85 %

La limitation des écarts de salaires dans les entreprises	82 %	90 %	81 %	71 %	75 %	81 %
Le conditionnement des aides publiques aux entreprises	82 %	92 %	86 %	73 %	72 %	81 %
La renationalisation des autoroutes	81 %	86 %	78 %	71 %	82 %	81 %
Le rétablissement de l'ISF	80 %	91 %	73 %	67 %	75 %	80 %
L'augmentation des impôts sur les bénéfices des grandes entreprises	79 %	88 %	78 %	73 %	74 %	77 %
L'instauration de la proportionnelle aux législatives	78 %	78 %	73 %	83 %	84 %	74 %
L'augmentation du Smic de 10 à 15%	77 %	91 %	63 %	60 %	69 %	80 %
Le conditionnement du RSA à des heures de travail et d'activité	74 %	57 %	89 %	92 %	81 %	72 %

1. Christophe Guilluy, *Fractures françaises*, Paris, Flammarion, 2010.
2. Jérôme Fourquet, *L'archipel français*, Paris, Seuil, 2019.
3. Baromètre « Fractures françaises », Ipsos, *Le Monde*, Fondation Jean-Jaurès, Cevipof.
4. David Goodhart, *Les deux clans, la nouvelle fracture mondiale*, Paris, Les Arènes, 2017.